



ASSEMBLÉE NATIONALE

13ème législature

énergie nucléaire

Question au Gouvernement n° 3717

Texte de la question

FILIÈRE NUCLÉAIRE

M. le président. La parole est à M. Paul Durieu, pour le groupe de l'Union pour un mouvement populaire.

M. Paul Durieu. Ma question s'adresse à M. le ministre chargé de l'industrie, de l'énergie et de l'économie numérique, et j'y associe Jean-Marc Roubaud, mon collègue du Gard.

Monsieur le ministre, vendredi dernier, le Président de la République s'est rendu dans le Vaucluse, à l'usine Isover Saint-Gobain à Orange, puis dans la Drôme, sur le site de la centrale nucléaire de Tricastin, où il a réaffirmé clairement sa détermination à protéger cet avantage compétitif qu'est notre mix énergétique. Cette préoccupation est largement partagée au moment où toute une filière, celle du nucléaire, s'inquiète des petits accords entre petits amis, sur le dos des travailleurs. J'en veux pour preuve les propos de Virginie Gensel, secrétaire générale de la CGT-Énergie, qui parlait de " marchandage de coin de table " et d'" accord irresponsable ".

Mais ce qui est encore plus étonnant, c'est que le parti socialiste ne semble plus aujourd'hui être très sûr de l'accord qu'il a passé ! Depuis plusieurs jours, nous assistons à des changements de pied : un jour, un responsable socialiste nous explique que cet accord est caduc, le lendemain au contraire que cet accord est scellé. Qui croire ?

Quel amateurisme ! Quelle irresponsabilité ! Comment peut-on jouer ainsi avec une filière industrielle entière, avec des centaines de milliers de salariés, avec des entreprises performantes ? Comment les Français pourraient-ils faire confiance à un parti qui entretient une ambiguïté totale sur un sujet aussi essentiel ? Alors, monsieur le ministre, quand la France tout entière en appelle à l'innovation et au progrès, quand nous mettons en oeuvre des mesures de sécurité accrues pour cette filière, nous rappelons que le nucléaire contribue à l'avenir de notre croissance.

Je viens d'un bassin d'emploi où le site du Tricastin représente 2 900 emplois directs, 4 000 emplois indirects et 2 000 sous-traitants : les revirements du parti socialiste inquiètent fortement les salariés des différentes entreprises. Monsieur le Ministre, alors que se multiplient les volte-face du parti socialiste, comment pouvons-nous rassurer les Français ?

M. le président. La parole est à M. Éric Besson, ministre chargé de l'industrie, de l'énergie et de l'économie numérique.

M. Éric Besson, *ministre chargé de l'industrie, de l'énergie et de l'économie numérique*. Comme vous, monsieur le député, je suis perplexe et je vous avoue que j'ai du mal à suivre ces évolutions, même si Christian Bataille, un des - rares - connaisseurs de la question nucléaire au sein du groupe socialiste, a parlé de " rétropédalage ".
(Vives protestations sur les bancs du groupe SRC.)

M. Jean-Marie Le Guen. Vous préparez une nouvelle trahison ?

M. Éric Besson, *ministre*. La réalité, c'est qu'effectivement il y a quinze jours tout paraissait clair : c'était, même si le mot n'était pas prononcé, la sortie du nucléaire ; vingt-quatre réacteurs en moins en treize ans, aucune construction nouvelle et remise en cause de la filière du retraitement.

Aujourd'hui, on ne sait plus ; François Hollande paraît repousser le délai, et il explique qu'un ou deux réacteurs pourraient fermer au cours du prochain quinquennat - sous-entendu : les vingt-trois autres, ce serait pour le deuxième quinquennat, voire le troisième.

M. Henri Emmanuelli. Rigolo ! Vendu !

M. Éric Besson, *ministre*. La réalité est donc qu'ils ne savent plus, et c'est très difficile pour nous.

M. Jean-Marie Le Guen. Et avec vous, où est la cohérence ?

M. Manuel Valls. Ah ! La cohérence expliquée par Éric Besson ! (*Rires sur les bancs du groupe SRC.*)

M. Éric Besson, *ministre*. On pourrait sourire, comme j'essayais à l'instant de le faire, mais la réalité, c'est que c'est grave : cela porte atteinte, comme vous l'avez dit, à l'un de nos fleurons, l'un de nos atouts majeurs en termes de compétitivité.

C'est grave parce que cela déstabilise nos industriels, au moment où la Chine, l'Inde, le Brésil, l'Afrique du sud, s'apprêtent à se tourner vers le nucléaire et notamment vers la filière EPR, et nous interrogent sur cette valse-hésitation.

M. Manuel Valls. Besson, un homme loyal !

M. Éric Besson, *ministre*. Monsieur le député, pour nous, c'est clair, et le Président de la République l'a dit très clairement dans le Vaucluse, votre département : nous soutiendrons l'industrie, et notamment l'industrie électro-intensive, grâce à une électricité de qualité et peu chère. Pour nous, ce sera économies d'énergie, soutien au développement des énergies renouvelables, mais aussi soutien à la filière nucléaire, qui nous apporte beaucoup, notamment une électricité 40 % moins chère que dans la moyenne des autres pays européens. (*Applaudissements sur les bancs du groupe UMP.*)

Données clés

Auteur : [M. Paul Durieu](#)

Circonscription : Vaucluse (4^e circonscription) - Union pour un Mouvement Populaire

Type de question : Question au Gouvernement

Numéro de la question : 3717

Rubrique : Énergie et carburants

Ministère interrogé : Industrie, énergie et économie numérique

Ministère attributaire : Industrie, énergie et économie numérique

Date(s) clé(s)

Question publiée le : 1er décembre 2011

La question a été posée au Gouvernement en séance, parue au Journal officiel du 1er décembre 2011